

# Notre-Dame-des-Landes : « Nous sommes là, nous serons là ! »

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 15 octobre 2016

Avec près de 40 000 manifestant-es, la journée de mobilisation du 8 octobre a été un indéniable succès, marquée notamment par une forte présence de jeunes et une vraie visibilité des syndicalistes SUD-Solidaires et CGT. Une vraie convergence des luttes, un engagement concret, réel, aux côtés des paysan-nes et des ZADistes menacé-es d'expulsion pour construire un nouvel aéroport aussi inutile au regard de l'existant, l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique, que destructeur de terres agricoles et d'un bocage exceptionnel.

« Confortés par la mobilisation, les anti-aéroport installent le rapport de force avec le gouvernement » la presse locale ne s'y est pas trompée (Ouest-France du 9 octobre), tandis que Presse-Océan, le second quotidien local, parlait de « démonstration de force ».

« En ce 8 octobre, nous saisissons nos bâtons, symbole de notre détermination et outil de protection de cette ZAD que nous aimons. En les plantant aujourd'hui, nous scellons dans le sol de Notre-Dame-des-Landes notre serment collectif de revenir, si nécessaire, défendre la ZAD. Nous ne nous soumettons ni à la loi du profit, ni à celle du plus fort : nous sommes là, nous serons là ! ».

A la fois solennel et concrétisé par les milliers de bâtons plantés dans le sol même de la ZAD, cet engagement, ce serment, porté et partagé par toutes les composantes de la résistance citoyenne, marquera à jamais cette journée de mobilisation et de résistance.

Et maintenant ? La question était bien sûr samedi sur toutes les lèvres, de toutes les discussions. Et la réponse

gouvernementale n'a pas tardé, d'abord dimanche, avec la déclaration du Garde des Sceaux, ministre de la Justice, affirmant «c'est pas parce qu'il y a eu une petite manifestation qu'on dirait non » et annonçant qu'il avait demandé d'actualiser les conditions pénales pour les ZADistes et leurs soutiens. Puis ce lundi matin sur France Inter, avec Jean-Marc Ayrault indiquant que le dossier était désormais entre les mains du ministre de l'intérieur «pour en finir ». Ajoutons que là encore la convergence est totale avec la droite locale, un peu de surenchère en sus, chacun en rajoutant d'ailleurs sur une supposée volonté populaire portée par la consultation organisée par le gouvernement fin juin sur le seul département de Loire-Atlantique.

Une chose apparaît aujourd'hui certaine, c'est au plus haut sommet de l'Etat – et dans les jours qui viennent – que sera prise, ou non, la décision d'intervenir pour expulser les habitant-es de la ZAD et débiter les premiers travaux. Hollande et Valls oseront-ils ce choix ? C'est hélas très possible, mais l'issue d'une telle intervention – qui nécessiterait une présence policière très importante et sur une longue durée – serait pour le moins hasardeuse et ouvrirait toutes grandes les portes d'une résistance paysanne et citoyenne déterminée et multiforme.

Le succès de la journée du 8 octobre a montré que, sur place, les paysan-nes et habitants de la ZAD s'y préparent. Et que des dizaines de milliers sont à leurs côtés. Egalement et solidairement mobilisés et déterminés. Nous en sommes. Nous en serons.

François Preneau